

N° 2022ARRT251

**OBJET :**

**Réglementation temporaire  
d'occupation du domaine public**

Travaux de mise hors d'eau  
de toiture

**49 rue des Ortolans**

Du 29 septembre au  
13 octobre 2022

Le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone,

**Vu** la loi du 05 avril 1884,

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-2 et L2213-1 à L2213-4,

**Vu** le code de la route et notamment les articles R411-5, R411-8 et R411-28,

**Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 et L115-1,

**Vu** l'arrêté municipal en date du 07 mai 1992, réglémentant les conditions d'intervention au droit du domaine public communal, la délibération du conseil municipal du 16 février 2009 n°2009DAD007 concernant les tarifs d'occupation du domaine public,

**Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes qui présente le catalogue des signaux routiers réglementaires utilisables sur le territoire Français,

**Vu** l'arrêté du 22 octobre 1963 modifié qui présente l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, fixant le domaine d'emploi des signaux, ainsi que les conditions et les règles de leur implantation et notamment le livre I, partie 8, qui réglemente les principes fondamentaux de la signalisation temporaire,

**Vu** la demande d'occupation du domaine public, en date du 26 septembre 2022, formulée par M. Quentin SANDEVOIR, sis 152 allée Saint Exupery, 34980 Saint Gely du Fesc, relative à la nécessité de régler l'occupation du domaine public pour des travaux de mise hors d'eau de toiture,

**Considérant** la nécessité de régler l'occupation du domaine public pour les besoins de ces travaux,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Afin de permettre à M. Quentin SANDEVOIR de réaliser des travaux de mise hors d'eau de toiture, il est autorisé à installer au droit de la façade du n°49 rue des Ortolans un échafaudage de 5ml, durant 2 semaines, du 29 septembre au 13 octobre 2022.

Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**ARTICLE 2 :**

M. Quentin SANDEVOIR maintiendra la rue des Ortolans ouverte à la circulation, devra sécuriser la zone d'intervention et monter l'échafaudage dans le respect des règles de sécurité et d'accessibilité relatives à l'utilisation du domaine public à savoir :

- La continuité des cheminements piétons.
- L'accès aux installations de sécurité ou de protection civile ainsi qu'aux ouvrages publics et à tous les réseaux.
- Le passage des véhicules prioritaires, des services de secours, du service de collecte des déchets ménagers, du transport urbain, des services municipaux chargés de l'entretien et du nettoyage.
- L'accès des riverains et le fonctionnement des commerces riverains.
- Le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.
- Si l'échafaudage est installé à proximité de câbles électriques (EDF, éclairage public, etc...), le bénéficiaire de l'autorisation prévient les services concernés pour définir les mesures à prendre contre les risques électriques. Dans certains cas particuliers où la protection du chantier, des autres usagers de la voie publique ou de certains ouvrages l'exige, la mise en place de systèmes de protection physique pourra être imposée par la commune (clôture, palissade, barrière simple, de séparateurs en bétons préfabriqués de type «

GBA », etc...).

M. Quentin SANDEVOIR sera seul responsable de tout éventuel accident pouvant survenir du fait de ses travaux ou de ses installations de chantier. Aucun dépôt de matériaux ne sera toléré sur la chaussée et le trottoir. La signalisation sera conforme aux prescriptions en vigueur. Cette autorisation temporaire sera matérialisée à l'aide de panneaux réglementaires qui seront mis en place par M. Quentin SANDEVOIR. Ce dernier en informera la police municipale par téléphone au 04.67.69.75.72 et assurera la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation temporaire.

**ARTICLE 3 :**

Cette occupation du domaine public est consentie moyennant une redevance de : (20 € x 5 ml x 2 semaines) = **200 €**.

M. Quentin SANDEVOIR devra s'acquitter de cette somme, avant la date de prise d'effet du présent arrêté, auprès du régisseur de la régie droit de place de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

**ARTICLE 4 :**

M. Quentin SANDEVOIR devra afficher le présent arrêté à chaque extrémité du chantier, 48h avant sa prise d'effet, visible du domaine public.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

**ARTICLE 6 :**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

**ARTICLE 7 :**

Les véhicules en infractions par rapport à l'article 1 du présent arrêté, seront considérés en stationnement gênant et seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires conformément à la réglementation.

**ARTICLE 8 :**

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve-lès-Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Publié le : **28 SEP. 2022**

Pour extrait conforme : En Mairie le 26 septembre 2022

**Le Maire  
Véronique NÉGRET**



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).